 GOUVERNEMENT <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p> <p align="center">Pour un plan local d'urbanisme</p> <p>Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

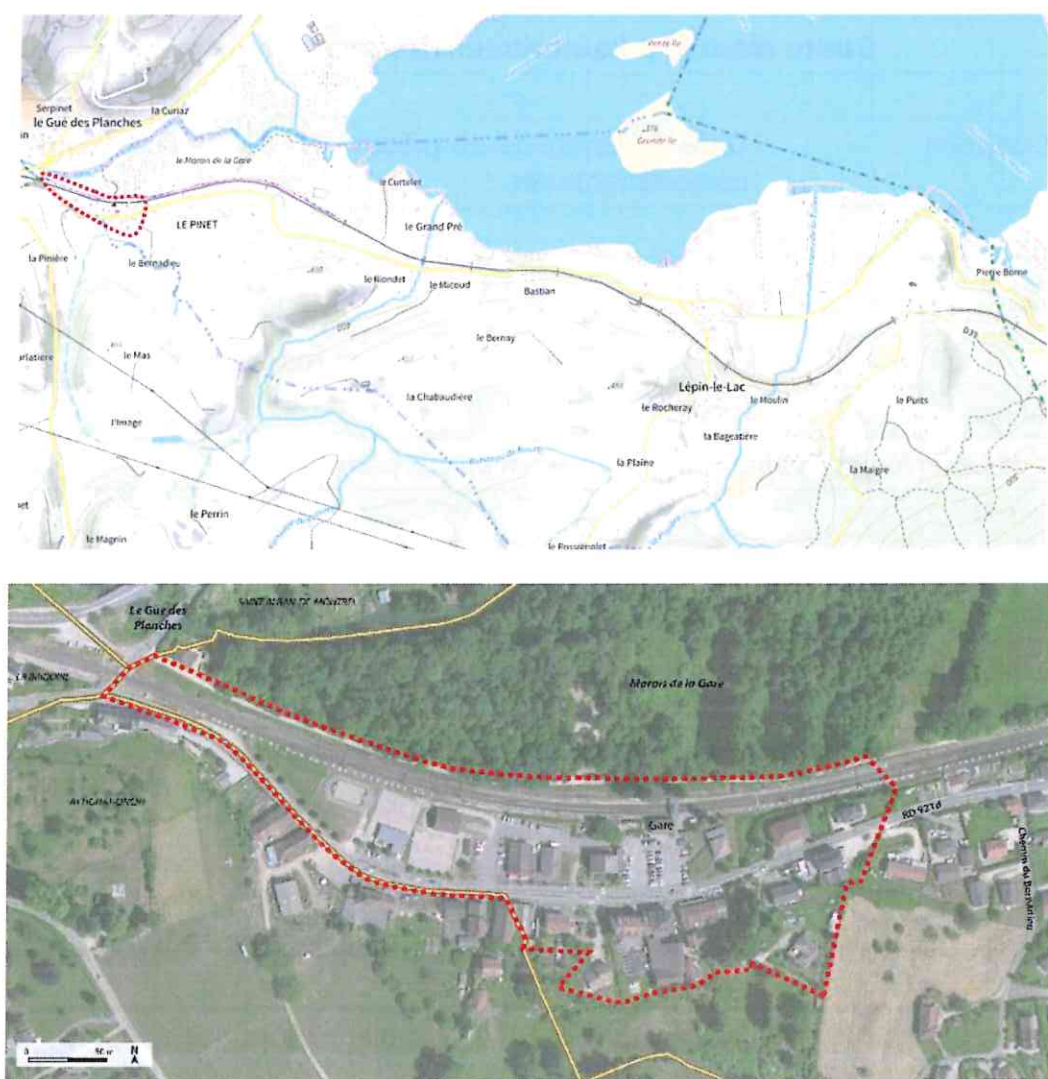
Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable

Dénomination
<i>Commune de Lépin le Lac (demandeur de l'examen au cas par cas)</i>
SIRET/SIREN
<i>21730145600018</i>
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
<i>67 Route d'Aiguebelette 73610 LÉPIN LE LAC</i>
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
<i>M. Serge GROLLIER, Maire de Lépin le Lac</i>
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
<i>Agence Alpine des Territoires / Agate – CECILLON Richard</i>
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
<i>CECILLON Richard, 25 rue Jean Pellerin 73000 CHAMBERY 04.79.68.53.16 richard.cecillon@agate-territoires.fr</i>

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
Plan Local d'Urbanisme - PLU
2.2 Intitulé du document
PLAN LOCAL D'URBANISME de LEPIN LE LAC
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
PLU de Lépin le Lac approuvé par délibération en date du 12 juillet 2021 https://lepinlelac.fr/urbanisme/ .
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
LEPIN LE LAC (commune)
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Le secteur de territoire communal concerné par la modification simplifiée correspond au secteur de l'OAP « Lépin gare » à l'extrémité ouest de la commune.


3.Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
<i>Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.</i>
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
<i>Le SCoT de l'Avant-pays savoyard a été approuvé le 30 Juin 2015</i>
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<ul style="list-style-type: none"> - <i>SDAGE 2016-2021 Rhône Méditerranée Corse</i> - <i>Charte du Parc Naturel Régional de Chartreuse (renouvellement du classement du Parc de Chartreuse en approuvant la nouvelle charte et le périmètre de classement en date du 20 octobre 2022)</i>
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
<i>Absence d'avis émis par la MRAe dans le délai de trois mois prévus à l'article R. 104-25 du code de l'urbanisme (2020AARA79/2020-ARA-AUPP-00956)</i> <i>Absence d'avis du 23 septembre 2020</i>
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> Pas concerné
Si oui, préciser la date de l'actualisation
<i>Pas concerné.</i>

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a-t-il (elle) été pris (e) en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

Pas concerné.

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☒ Non

☐ Pas concerné

Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

Pas concerné

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification simplifiée selon les articles L.153-36 et suivants et R.153-20 et suivants du code de l'urbanisme

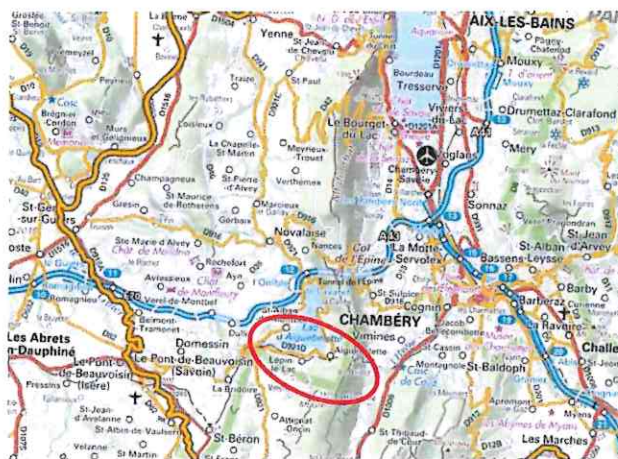
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

478 habitants (population municipale – Insee 2021).

4.2.2 Caractéristiques spatiales

La commune de Lépin-le-Lac se situe à l'ouest du département de la Savoie (73). Il s'agit d'une des communes riveraines du Lac d'Aiguebelette, bordant sa rive sud. La commune s'étend sur 511 ha entre 373 mètres et 1363 mètres d'altitude avec une densité de 89 habitants/km².

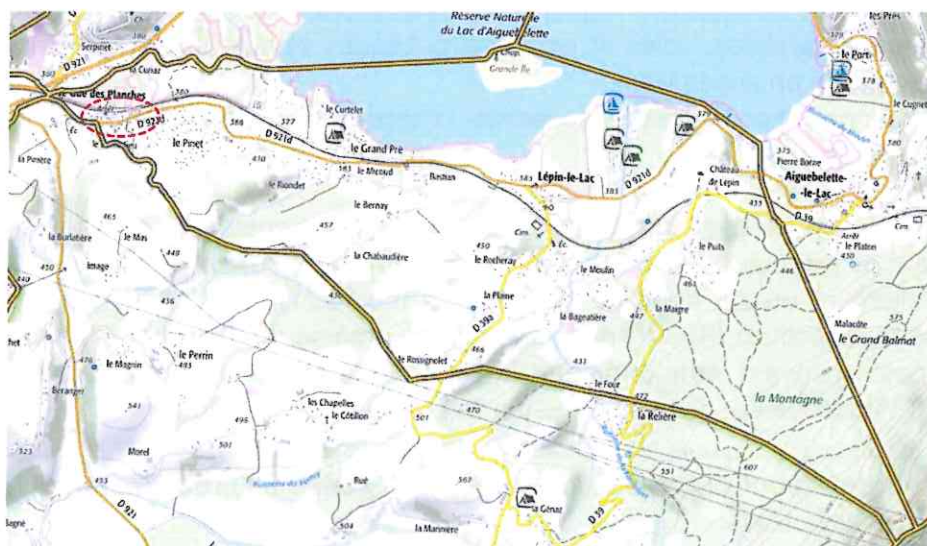


La commune bénéficie en partie centrale d'une desserte par la route départementale RD 921d, bordant avec la RD921 les rives du lac. Ce réseau départemental permet l'accès à l'agglomération de Pont-de-Beauvoisin et surtout à l'autoroute A43.

Cette infrastructure positionne la commune à moins de 30 min de Chambéry, 1h de Grenoble et 1h15 de Lyon. La commune dispose également d'une desserte par la ligne de chemin de fer reliant Lyon à Chambéry, qui marque un arrêt sur la commune.

Les surfaces artificialisées représentent moins de 3 % de la superficie communale, où se retrouvent près de 50 % de surfaces agricoles et 47 % de surfaces naturelles ou en eau (dont le Lac d'Aiguebelette).

L'urbanisation de Lépin-le-Lac s'organise globalement en deux polarités : d'une part autour de la gare, sous forme d'une agglomération qui s'étend sur les secteurs du Bernadieu et du Pinet / secteur gare (*ce dernier, objet du présent projet de modification simplifiée ci-dessous*), d'autre part au niveau du chef-lieu historique autour de l'église. A cela s'ajoutent d'autres hameaux de tailles plus limitées.



4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PADD du PLU approuvé le 12 juillet 2021 fixe comme objectif :

II.2. Définir un projet modérant la consommation d'espaces

Prioriser le développement de l'habitat au sein de l'enveloppe urbaine existante par renouvellement et réinvestissement urbain, qui représentera au moins 50 % de l'objectif de production :

- Prendre en compte les projets de renouvellement urbain et le potentiel en changement de destination ;
- Mobiliser le potentiel en dents creuses et division parcellaire.

En complément, réfléchir au **développement en extension de la centralité de Lépin Gare, sur le quartier du Pinet.**

Prévoir une densité moyenne de 20 logements/ha sur les surfaces en extension, ce qui correspond à une réduction de la consommation foncière moyenne par logements de 50 % par rapport à celle de la dernière décennie.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La procédure de modification simplifiée engagée porte sur les points suivants :

- L'évolution de l'OAP « Lépin Gare », afin d'adapter la typologie des logements au contexte socio-économique local et aux contraintes du site, ceci afin de permettre la requalification urbaine de ce secteur situé autour de la gare SNCF et des principaux commerces de la commune.
Il s'agit principalement de réduire la part de logements sociaux, tout en gardant cette obligation, et de permettre une mutualisation et une simultanéité des projets entre le site de la maison communale/ancienne salle des fêtes et le site des deux bâtiments accueillant en rez-de-chaussée des commerces.
- Des ajustements de certaines règles relatives à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives, voies et emprises publiques et aux autres constructions sur une même propriété en zones Ua1.
Ces évolutions ont pour objectifs de faciliter l'intégration urbaine de projets dans les secteurs déjà urbanisés.
- Une précision sur la destination de l'espace destiné à accueillir des équipements publics en inscrivant la possibilité de créer des stationnements, prenant en compte les projets de renouvellement urbain objet de la présente modification, le projet de Service express régional métropolitain (SERM) de la grande aire urbaine de Chambéry, Métropole Savoie et Avant-pays savoyard, et le Schéma Directeur Cyclable de la Communauté de Communes du Lac d'Aiguebelette, desservant Lépin-le-Lac (secteur gare).

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☐ Non, pas concerné par une évaluation environnementale initiale

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Pas concerné.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie.

Pas concerné.

4.3.4 La procédure a pour objet :
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<i>Pas concerné.</i>
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
<i>Pas concerné.</i>
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
<i>Pas concerné.</i>
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<i>Pas concerné.</i>
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
<i>Pas concerné.</i>

4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
<i>Pas concerné par une MEC</i>
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
<i>Pas concerné.</i>
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
<i>Pas concerné par une MEC.</i>
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
<i>Pas concerné.</i>
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
<i>Pas concerné par une MEC.</i>
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
<i>Pas concerné par une MEC.</i>
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
<i>Pas concerné</i>

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure

5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la Loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est classée en zone de montagne et est donc concernée par la Loi montagne et notamment l'article L. 145-3 du Code de l'urbanisme.
Les dispositions de la Loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Pas concerné.</i>
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée sur environ 90 ha par : - un Site d'Importance Communautaire (SIC) «Réseau de zones humides, pelouses, boisements et falaise de l'Avant-pays savoyard», désigné au titre de la Directive Habitats / FR8201770 ; - une Zone de Protection Spéciale (ZPS) de l'«Avant-pays savoyard », désignée au titre de la Directive Oiseaux, qui inclut également le massif du Mont Grêle / FR820003.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Pas concerné.</i>
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réserve Naturelle Régionale (RNR) : Lac d'Aiguebelette
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Site inscrit : Site d'intérêt écologique ou paysager « Lac d'Aiguebelette »
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Pas concerné.</i>
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Pas concerné</i>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Pas concerné</i>
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Pas concerné</i>
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<i>Pas concerné</i>

Annexe II

Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Zone humide / Inventaire des zones humides du CEN Savoie : - La Chabaudière - La Tuilerie - Les Biolles - Marais et lac d'Aiguebelette
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La trame verte et bleue inscrite au PLU reprend la trame du SCoT de l'Avant-pays savoyard (approuvée en juin 2015) qui elle-même reprend exactement la cartographie de la trame verte et bleue de Savoie élaborée par la DDT73, CEN Savoie et Département), dans laquelle se retrouve les réservoirs de biodiversité du SRCE.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	ZNIEFF rénovées de type 1 : Lac d'Aiguebelette et marais riverains ZNIEFF rénovées de type 2 : - Ensemble fonctionnel du lac d'Aiguebelette et de ses annexes - Montagne de l'Epine et Mont du Chat
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Pas concerné.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Arrêté de protection de biotope : lac d'Aiguebelette
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Espaces paysagers et boisés au titre des articles L.151-19 et L.151-23 du code de l'urbanisme

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la Loi montagne	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est intégralement classée en zone de montagne et est donc concernée par la Loi montagne. L'article L. 145-3 du code de l'urbanisme.
Les dispositions de la Loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	ZNIEFF rénovées de type 2 : Ensemble fonctionnel du Lac d'Aiguebelette et de ses annexes
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné

Annexe II

D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Pas concerné

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Quatrième trimestre 2025.

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-34 du code de l'urbanisme, le projet de modification sera soumis à un examen conjoint avec les personnes publiques associées.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☐ Oui
☒ Non

- participation du public par voie électronique

☒ Oui
☐ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
<i>Pas concerné.</i>
- autre, préciser les modalités
<i>Pas concerné.</i>

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 (pas concerné) lorsqu'il n'est pas consultable sur un site Internet	<input type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant

Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus
(personne publique responsable)

Fait à	Lépin le Lac	le, 10/07/2025	
Nom	GROLLIER	Prénom	Serge
Qualité	Maire de Lépin le Lac		
Signature			

